

## FRANÇOIS MENNERAT

3, CHEMIN DU CRÊT  
FR-39250 RIX-TRÉBIEF

TÉL : +33 384 511 767

MOBILE : +33 685 335 595

COURRIEL : FRANCEOIS@MENNERAT.EU



Par la présente je fais officiellement acte de candidature au comité d'administration de l'UEF-France devant être élu lors de l'assemblée générale du 23 septembre 2023.

Enthousiaste de l'intégration européenne et fédéraliste « de toujours », bien qu'initialement sans le savoir, j'ai adhéré à l'UEF il y a une vingtaine d'années. Auparavant, j'avais déjà adhéré au Mouvement européen lorsque les adhésions individuelles avaient été possibles, mais n'y étais devenu très actif (en Franche-Comté) que lors de la campagne référendaire pour le traité de Maastricht en 1992. J'ai présidé la section de Franche-Comté du ME-F de 2010 à 2014.

Je fus membre du comité directeur et du bureau de l'UEF-France de 2010 à 2019, vice-président de 2012 à 2016. Après avoir participé à toutes les réunions du comité fédéral de l'UEF Europe à partir des 2008, d'abord à titre d'observateur, j'en suis ensuite devenu membre (désigné puis élu), ainsi que membre du bureau exécutif depuis novembre 2013, et trésorier entre juillet 2020 et juillet 2021.

Cela fait 77 ans que dure la politique des petits pas, 73 ans que Robert Schuman déclarait que la fédération européenne se ferait par des réalisations concrètes. Il est temps pour les fédéralistes de quitter à nouveau la douce satisfaction d'une espérance sans limite. Les menaces auxquelles l'Europe fait face aujourd'hui doivent sans attendre faire réagir les Européens. Demain il sera trop tard. La conférence sur l'avenir de l'Europe a énoncé des revendications claires qui doivent être prises en compte. C'est l'occasion pour les fédéralistes de retrouver leur mordant et de reprendre la marche tracée par leurs mentors d'autrefois. Le peuple européen ne doit plus être ignoré par les gouvernements des États nations et son pouvoir démocratiquement légitime doit être reconnu. Nos représentants, c'est à dire, nos députés européens, doivent cesser de se coucher devant les États membres. Les fédéralistes avaient toujours présenté une constitution fédérale, seul moyen d'établir une légitimité démocratique au niveau européen, comme l'aboutissement et la condition d'une union des peuples européens. Surmontant les déceptions et les divisions, les fédéralistes ne s'étaient jamais résignés aux durs échecs qu'ils essayaient : congrès de La Haye, CED-CPE, inertie des gouvernements nationaux devant le projet de traité constitutionnel du PE en 1984, incomplétude de l'UEM, imposture du traité constitutionnel de 2004, etc. Si leur engagement pour l'élection de PE au suffrage universel direct a porté ses fruits, les suites de la CoFoE sont encore l'occasion d'un reniement et d'une soumission aux pratiques intergouvernementales. Il ne suffit plus de clamer « *Federazione europea subito !* », il faut imaginer les moyens de nature à la faire enfin advenir, même à moins que vingt-sept, et les mettre en œuvre avec lucidité et courage.

C'est pourquoi je souhaite à nouveau être actif au sein du conseil d'administration de l'UEF-France afin de contribuer à faire de notre association l'une des sections les plus engagées et efficaces du mouvement fédéraliste. N'ayant plus rien à me prouver à moi-même, je n'aspire qu'à servir notre mouvement, à travers les responsabilités qui pourraient m'être confiées.

Le 5 septembre 2023

*F. Mennerat*